

« LE TEMPS » Suisse – 2 mars 2019 -

Sophie Swaton: « La planète arrive à un point de rupture »

Difficile de donner tort à ceux qui nous prédisent « l'effondrement globalisé », selon la philosophe et économiste à l'Université de Lausanne. Plusieurs limites de notre planète ont été dépassées et la situation en Suisse pourrait se détériorer ces prochaines années déjà. Comment cohabiter avec cette ambiance de déclin?

Manifestations citoyennes. Rapports alarmistes. Initiatives privées ou publiques. Déclics personnels. Ces derniers mois, le sentiment d'urgence face au réchauffement climatique s'intensifie. Le 15 mars prochain, une manifestation est d'ailleurs prévue en Suisse comme dans le reste du monde pour appeler à une prise de conscience générale sur cette problématique.

Lire aussi: [La mort du progrès nous laisse vides et angoissés](#)

Mais, à en croire certains, le climat ne serait qu'un problème parmi d'autres. En France notamment, le discours des « collapsologues », apôtres d'un chaos imminent, a toujours plus d'écho. Troisième guerre mondiale, déforestation, pic pétrolier, crises migratoires, assèchement des terres... Selon eux, « l'effondrement général » de notre civilisation devrait survenir d'ici à 2025 et transformer radicalement l'Europe (et la Suisse).

Sophie Swaton, philosophe devenue économiste, maître d'enseignement à l'Université de Lausanne, connaît bien ce courant de la collapsologie, « très à la mode ». Et, aussi dramatique soit-il, elle a de la peine à lui donner tort.

Le Temps: Est-ce que l'état de la planète est aussi angoissant que le prétendent les plus sombres prédicateurs de « l'effondrement »?

Sophie Swaton: C'est bien sûr commode de croire à un complot de bobos-écologistes-communistes-socialistes. Mais les faits sont têtus. Regardez les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rapports sur la biodiversité, le réchauffement des océans, l'évolution du nombre de poissons, la déforestation... Quand on se penche sur ces graphiques, il est impossible de nier que la planète en arrive à un point de saturation, de rupture. Les « collapsologues » parlent « d'effondrement », mais l'idée est la même. Pour éviter cela, l'heure est aux décisions radicales.

La Suisse va-t-elle vraiment manquer d'eau potable et d'électricité d'ici à 2025 ou 2030? N'est-ce pas exagéré?

La Suisse sera bien évidemment moins frappée que d'autres régions du monde. Mais, si l'on continue sur la lancée actuelle, je pense raisonnable d'affirmer qu'on devra, ici aussi, composer avec des problèmes d'approvisionnement en nourriture. Selon les régions du pays, il y aura de fortes canicules l'été, à près de 50 degrés. Il y aura une importante pression sur les coûts de la santé car elle se dégradera dans toutes les strates de la population. Il y aura davantage de fonte de glaciers et des pans entiers de notre économie

auront disparu. Et surtout, il faudra faire face à une forte pression migratoire pour accueillir des réfugiés climatiques en abondance.

Que répondre à ceux qui affirment que les nouvelles technologies apporteront, comme elles l'ont toujours fait dans notre histoire, les bonnes solutions?

Il faut regarder ce qui se passe avec le pétrole. Celui que l'on utilise aujourd'hui n'est plus du brut conventionnel car il est récupéré grâce à la fracturation hydraulique. Ces nouvelles technologies sont techniquement géniales mais aussi très gourmandes en énergie. A l'époque, il fallait l'énergie d'un baril pour en extraire cent. Aujourd'hui, avec l'énergie d'un baril, on n'en extrait plus que quinze. Et d'ici à vingt ans, il faudra trouver une nouvelle alternative au pétrole non conventionnel car il n'y en aura plus. La question, mathématique, est très simple: on dépense toujours davantage d'énergie pour en trouver toujours moins. Le concept du EROI (retour sur investissement énergétique) va nous forcer à revoir notre manière de consommer. La croissance mondiale, qui dépend à 80% des énergies fossiles, est structurée sur l'imaginaire que nos réserves sont inépuisables. C'est bien sûr faux. La question cruciale est donc: comment réallouer les ressources énergétiques qui nous restent pour effectuer cette transition? Car si l'on ne mise que sur les technologies en conservant le même modèle, les ressources vont fatalement s'épuiser.

[Je crois qu'il est capital de faire comprendre à nos enfants que le monde que nous connaissons aujourd'hui ne sera plus le même demain](#)

Le nucléaire, le charbon, le photovoltaïque, l'éolien, le gaz... Tout cela peut remplacer le pétrole!

Bien sûr, mais l'exemple que je donne avec le pétrole est le même pour toutes ces énergies. Que deviennent les déchets radioactifs utilisés dans les centrales nucléaires? Comment gérer l'impact du charbon sur le climat? Et d'où proviennent les métaux semi-précieux que l'on utilise pour les panneaux photovoltaïques? Il y aura toujours un impact sur l'environnement. Il faut arrêter de séparer les problématiques énergétiques, économiques et écologiques. Ces trois domaines sont intimement liés. Ce d'autant que d'autres ressources sont menacées. L'eau, que l'on consomme notamment pour produire du coton ou des céréales, pourrait manquer d'ici au milieu du siècle. Idem pour le sable.

Selon vous, quels sont les problèmes les plus critiques?

La déforestation en Amazonie ou en Asie me fait extrêmement peur. Comme la perte de la biodiversité et l'acidification des océans. Mais le plus inquiétant concerne l'explosion démographique. On va passer à 9 milliards d'individus en 2050, c'est beaucoup trop.

Lire aussi: [Les insectes et l'effet pare-brise](#)

Vous avez combien d'enfants?

Trois. Oui, je sais que c'est trop. J'ai eu un déclin tardif. De toute façon, j'ai horreur de cette approche qui consiste à culpabiliser les gens. Nous devons aussi apprendre à vivre avec nos propres contradictions tout en les remettant en question.

Comment la philosophe que vous êtes éduque ses enfants dans ce contexte?

C'est une question que je me pose tous les jours. C'est difficile d'arbitrer entre notre rôle de parents qui est de rassurer et d'être positif... tout en leur disant la vérité sur ce qu'il se passe. Je ressens une double culpabilité: d'abord de leur laisser une planète en si mauvais état et ensuite de leur voler une part de leur insouciance. C'est difficile aussi d'expliquer que l'on refuse à notre adolescent un voyage de classe en Italie à cause de l'avion. Mais je crois qu'il est capital de leur faire comprendre que le monde que nous connaissons aujourd'hui ne sera plus le même demain.



Eddy Mottaz / Le Temps

Et comment réagissent vos étudiants lorsque vous leur décrivez cette situation?

Ils sont atterrés. Certains, déprimés. Ils me demandent pourquoi ils ne le réalisent que maintenant. Ma réponse: les médias comme les rapports officiels tentent toujours de présenter le bon côté de la médaille pour éviter d'être taxés de cassandres. Il y a eu dans les années passées un gros problème dans l'information, dans la vulgarisation et donc dans l'action.

Est-ce que cette façon dramatique de présenter la situation est nécessaire pour générer le déclic entraînant les «décisions radicales» citées plus haut?

Les chercheurs se demandent depuis un moment comment faire pour donner la pleine mesure de ce désastre qui s'annonce. Le cerveau de l'homo sapiens est ainsi fait que, tant que l'on ne voit pas le danger en face, on ne réagit pas. Donc, ma réponse est oui. Et c'est d'ailleurs – si l'on peut dire – les bons côtés des drames climatiques de ces derniers temps: plus personne ne peut nier le problème. Les gens le sentent dans leur corps. Ce mois de février particulièrement chaud laisse par exemple un sentiment de malaise chez beaucoup d'entre nous.

Un constat comme celui-ci ne peut qu'entraîner de profondes angoisses... Comment vivre avec?

Il ne faut pas que ça soit un tabou. Je crois qu'il faut en parler autour de nous sans culpabiliser les gens. Mais je vois monter par exemple ces «conversations carbones», des groupes de personnes qui dialoguent sur cette thématique ensemble, ce qui permet d'atténuer le choc de cette prise de conscience. Il faut aussi s'interroger chacun de son côté, sur son alimentation, sa consommation d'énergie, sa mobilité, son habillement... A-t-on vraiment besoin de cette voiture, de cette perceuse électrique et de tous ces nouveaux vêtements? Ou préfère-t-on que nos enfants vivent bien?

Les personnes les plus attachées aux biens matériels sont celles qui souffrent le plus de l'angoisse de la mort

Quelles sont les solutions? Faut-il agir seul dans son coin?

Rester seul, c'est trop dur. Notre société ne mise que sur l'individu et l'on a perdu le sentiment du clan, de la famille. C'est une erreur. Sans tomber dans les communautés babas cool des années 1960, demandons-nous comment renouer avec nos voisins, concevoir des réseaux de coopération. Ce sera le grand débat du XXI^e siècle: comment réimaginer vivre ensemble avec un stock limité de ressources. En termes de consommation, il faut miser sur les circuits courts, se réapproprier la chaîne de production des aliments. Je suis d'ailleurs contre le caillassage des bouchers; s'ils traitent bien les animaux c'est justement sur eux que l'on doit compter pour manger encore un peu de viande demain.

Que vous inspirent les manifestations de ce début 2019?

Les jeunes réalisent mieux le problème que nous. Même si les week-ends à Barcelone avec Easy Jet restent un modèle. En même temps, il y a énormément d'initiatives que l'on ne taxe plus de renouveau de 1968, des documentaires comme *Demain* n'ont jamais eu autant de succès... Je sens monter un mouvement citoyen, un vrai ras-le-bol des gens. Ce sont des bons signes. Les codes changent. Dans toutes les professions, le climat devient une thématique. Certains avocats défendent désormais l'environnement, des médecins cherchent comment soigner la Terre... Tous les métiers repensent actuellement leur rapport à l'écologie. Ça m'inspire de l'espoir. Nous devons bien sûr changer, mais nous avons une mince fenêtre de tir pour transiter intelligemment et éviter une terrible catastrophe.

Quelle pourrait être la traduction politique de ces mouvements?

C'est une vraie question, car il ne faut pas tomber dans le « fascisme vert » qui porterait atteinte à nos libertés fondamentales. Je pense qu'il ne faut pas seulement interdire, mais imaginer des taxes, évolutives selon les portefeuilles. Car ce sont les plus riches – j'en fais partie – qui consomment le plus. En revanche, il faut faire très attention à ne pas pénaliser les classes plus modestes, car, sinon, on aboutit à la crise des « gilets jaunes » en France. En Suisse, le signal politique est encore inexistant. Regardez l'échec de la taxe carbone au parlement...

Avec la découverte des continents et l'accès aux ressources, on est entré dans une autre conception de la richesse: ce n'est plus voter ou délibérer mais accumuler

Certains affirment que cette quête perpétuelle de la croissance et du « toujours plus » est un moyen d'oublier notre angoisse existentielle de la mort. De fait, trouver une alternative à ce modèle sera très difficile. Qu'en dites-vous?

C'est tout à fait juste. Le « toujours plus » répond à notre peur de ce monde fini. Les études l'illustrent bien: les personnes les plus attachées aux biens matériels, qui accumulent les produits de luxe, sont celles qui souffrent le plus de l'angoisse de la mort. Ceux qui vivent sereinement l'idée de leur propre disparition (qu'ils soient croyants ou non) ont beaucoup moins d'attaches aux biens matériels. Ils ont une vision différente du capital.

Pourquoi?

Prenons un peu de recul. Grossièrement résumé, selon Aristote, « l'art d'acquiescer » doit être au service « de la vie bonne et du bonheur humain ». Et la vie doit, elle, être dédiée à la discussion, à l'agora, à la démocratie, à l'apprentissage de la mort. Cette conception durera jusqu'au XVIII^e siècle. Avec la découverte des continents et l'accès aux ressources, on entre alors dans une autre conception de la richesse: ce n'est plus voter ou délibérer mais accumuler. Cela coïncide avec le moment où l'on commence à mesurer l'impact de l'activité humaine sur la nature. Dans la foulée, avec notamment Descartes, on prône la domination de la nature par l'homme. On cherche moins à comprendre le monde qu'à le posséder. Cette conception du monde infini est toujours enseignée aujourd'hui.

Lire une interview de Paul Ariès: «Les politiques sont incapables de fournir des alternatives au capitalisme»

Votre récent livre défend l'idée d'un revenu de transition écologique. Quel est son fonctionnement?

Ma thèse de doctorat concernait le revenu de base inconditionnel. Je défendais alors un modèle de croissance et d'emploi sans tenir compte de la donnée environnementale. Le revenu de transition écologique que j'ai imaginé fonctionne différemment et conditionne l'obtention d'un revenu à trois choses: entreprendre une activité reconnue comme écologique et sociale par une liste de parties prenantes (associations, entreprises, politiciens, etc.), accompagner cette activité par de la formation et adhérer à une structure démocratique pour faire transpirer les connaissances acquises. Concrètement: dans son travail quotidien, un maçon n'a pas les moyens ou le temps d'imaginer d'autres façons plus durables de faire son travail. Avec ce revenu, il pourrait prendre dix-huit mois pour faire sa transition.

Et qui paierait ce revenu?

C'est comme une entreprise, il faut un capital de départ. J'imagine un fonds privé/public qui permettrait de lancer cette organisation. Vu la situation qui nous attend, ces emplois seront logiquement incontournables dans cinq ans. Ils devraient donc être rentables et permettre... de nourrir le fonds de départ. Nous devons véritablement compter sur ces métiers pour survivre en 2025. Mais ces connaissances ne sont pas forcément nouvelles. Certains savoirs de nos grands-parents, par exemple, reviendront d'actualité.

Questionnaire de Proust

Quel est votre fond d'écran? Le fond d'écran standard, je n'ai pas d'affect avec mon smartphone.

Si vous deviez changer quelque chose à votre biographie? J'assume tout. Même mon père champion de rallye automobile.

Même sous la torture, vous ne mangeriez jamais... D'escargots.

La dernière fois que vous avez pleuré? A une conférence d'Ernst Zürcher, sur la communication des arbres.

Si vous étiez un animal? Une grenouille; ça évolue, ça s'adapte.

Votre plus mauvaise habitude? Le chocolat.

Votre insulte préférée? Climato sceptique!

Biographie

1977 Naissance à Aix-en-Provence.

2001 Master de philosophie économique à l'Université d'Aix-en-Provence.

2005 Soutenance de thèse sur l'allocation universelle.

2009 Nommée première assistante à l'Université de Lausanne.

2016 Nommée maître d'enseignement et de recherches à l'Unil.

2017 Lancement de la fondation Zoein, pour soutenir et donner du crédit aux initiatives de transition.

2018 Publication du livre « Pour un revenu de transition écologique », Ed. PUF.

Les insectes et l'effet pare-brise

L'effondrement des populations d'insectes volants est un signal d'alarme qu'il nous faut prendre en considération. Il en va de la survie de nombreux écosystèmes

Les scientifiques l'appellent « l'effet pare-brise ». Depuis plusieurs décennies, le nombre d'insectes s'écrasant sur les pare-brise des voitures semble en constante diminution. Alors que chaque arrêt à la pompe à essence exigeait autrefois un dégrassage en bonne et due forme de la vitre avant du véhicule, devenue un véritable charnier, les trajets d'aujourd'hui s'achèvent avec des pare-brise immaculés ou presque.

A ce sujet: En trente ans, plus de 75% des insectes ont disparu en Europe

Simple impression, conséquence d'une nostalgie des trajets estivaux au volant d'une 2 CV, ou symptôme d'un mal profond, à savoir l'effondrement des populations d'insectes volants? Une étude parue hier dans la revue *PLoS One* vient de trancher en faveur de la seconde hypothèse. Elle conclut à la disparition, dans 63 zones naturelles protégées en Allemagne, de plus de 75% du nombre d'insectes volants en vingt-cinq ans.

Les chiffres donnent le vertige. Reste à savoir qui est le coupable. « Mais où sont passés tous les insectes? » s'interrogeait ainsi en mai dernier l'hebdomadaire *Science*.

Enquêtant sur cette affaire, la revue désignait les principaux suspects selon elle: les néonicotinoïdes. Ces insecticides controversés, massivement employés depuis le début des années 1990, sont généralement pulvérisés sur les semences et appliqués de manière préventive et systématique.

Le poison est partout

Malgré un moratoire suisse et européen portant sur trois molécules de cette famille, on conçoit facilement que les néonicotinoïdes peuvent bel et bien être à l'origine de cette mystérieuse hécatombe. Certains d'entre eux persistent longtemps dans les sols, et se retrouvent par la suite dans d'autres plantes, même non traitées, même sauvages. Le poison est partout et la Terre est devenue un enfer pour les insectes.

On connaît déjà très bien les arguments que vont nous pulvériser à la figure les défenseurs de ces produits, géants de l'agrochimie en tête. Il n'y aurait pas d'alternative, et une population galopante qu'il faut continuer à nourrir. Soit. Reste que les insectes rendent aussi de nombreux services aux agriculteurs. Une grande partie de ce qui se retrouve dans nos assiettes est le résultat d'interactions complexes entre la nature et les êtres vivants. Qui croirait que pour apprécier ce délicieux pavé de saumon, il faille rendre grâce à l'humble mouche de mai, insecte dont se nourrissent ces poissons durant leur jeunesse? Une étude menée en 2006 a même évalué à 57 milliards de dollars la contribution des insectes à l'économie américaine, hors pollinisation.

Clé de voûte de nombreux écosystèmes, les insectes rendent à l'humanité des services inestimables. Alors que le sort d'un autre produit phytosanitaire, le désherbant Roundup, se joue ces prochains jours en Europe, il serait avisé de méditer sur ces résultats. Parce qu'il est préférable de percuter quelques insectes plutôt qu'un mur.

«Les politiques sont incapables de fournir des alternatives au capitalisme»

Le plus connu des théoriciens francophones de la décroissance, Paul Ariès, analyse le mouvement de la décroissance, «utile dans son élargissement de la critique du capitalisme»

Chez Paul Ariès, pas de télévision. Ou presque. On la devine derrière un agrandissement d'une image du film 1900 (Bernardo Bertolucci, 1976). La raison? Le premier théoricien francophone de la décroissance trouve simplement qu'un écran, «ce n'est pas beau». En cette fin d'année, il a reçu Le Temps dans sa petite maison lyonnaise. L'occasion, pour la dernière grande interview de l'année, de proposer un regard critique sur l'évolution de notre société et une réflexion sur les impasses du capitalisme libéral.

Le Temps: Mi-décembre à Paris, Burger King a ouvert un nouveau restaurant. Plus de 250 personnes ont fait la queue pour manger un hamburger. Vous qui avez écrit l'un des plus célèbres livres anti-McDo («Les Fils de McDo», Editions L'Harmattan, 1997), comment réagissez-vous à cela? Avec désespoir? Amusement?

Paul Ariès: Ni l'un, ni l'autre. Je ne suis pas du tout dans une posture moralisatrice. Je constate simplement que les questions que nous, les partisans de la décroissance, posons en matière de choix des produits et de type de management ne sont plus ignorées, même aux Etats-Unis. Je constate aussi que l'on n'arrive pas à proposer d'autres alternatives.

– La décroissance en est une?

– Oui, même si ce n'est pas une décroissance pour tous et de tout. Elle doit être forcément équitable et sélective, afin de donner plus à ceux qui ont eu moins. La décroissance croise plusieurs questionnements historiques (justice sociale, écologie, etc.). C'est un appel au

retour des partageux. Il ne s'agit pas seulement de partager le même gâteau – le PIB – mais également d'en changer la recette.

– Pourquoi ce concept de décroissance a-t-il tant de peine à s'ancrer dans la politique?

– Faut-il simplement constituer la décroissance en mouvement politique? Pas sûr. L'important, comme le disait André Malraux, ce n'est pas d'approuver nos réponses, mais de ne plus ignorer nos questions. Beaucoup de ces dernières s'infiltrèrent dans le débat public: la relocalisation contre le mondialisme, le ralentissement contre le culte de la vitesse, la coopération contre l'esprit de concurrence, l'économie sociale et solidaire contre le capitalisme, la gratuité contre la marchandisation, l'idée d'un revenu minimum couplé à un revenu maximal contre les rémunérations obscènes, le choix de la simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance... Tous ces projets ont aujourd'hui droit de cité dans le débat public. La décroissance n'a pas réponse à tout. L'essentiel est de mettre la société en mouvement, le chemin se fera en marchant.

– Mais, dans le fond, c'est dans la nature des choses de croître, non? Si l'on n'avance pas, on recule...

– Je parle d'une décroissance matérielle. Mais d'une croissance en humanité. Je condamne la croissance économique sans fin et je préconise un ralentissement: par exemple, le slow food à la place du «néfaste-food»... Je crois aussi que le grand combat actuel est de défendre et d'étendre la gratuité des services publics et des biens communs. Je parle naturellement d'une gratuité construite économiquement, culturellement, politiquement... J'aime ces maires qui interpellent la population et disent: «Compte tenu des moyens financiers limités qui sont les nôtres, préférez-vous maintenir la gratuité du stationnement ou la gratuité de l'eau vitale, des transports en commun, des services culturels, de la restauration scolaire, des services funéraires, etc?» Nous devons déséconomiser nos existences.

– Quelle relation entre décroissance et capitalisme?

– La décroissance est utile dans son élargissement de la critique du capitalisme. Pour résumer, le capitalisme, c'est trois choses: 1. Un système économique diablement efficace (comme le soulignait le psychanalyste Jacques Lacan), qui repose sur le pillage des ressources et l'exploitation du travail. 2. L'imposition d'un mode de vie et de produits spécifiques. 3. Une réponse à nos angoisses existentielles, à notre peur de la mort et au sentiment de finitude qui en découle. Pour fonctionner, le capitalisme a évacué la mort et imposé le «toujours plus» (croissance, pouvoir, consommation). Tant que nous n'aurons pas d'autres dissolvants d'angoisse, nous resterons dans le capitalisme. A gauche comme à droite, les politiques sont incapables de fournir des alternatives à ces trois points. Il faut tout reconstruire en pensant en dehors du cadre. Einstein disait: Tant que nous aurons la tête en forme de marteau, nous verrons tous les problèmes en forme de clou. Tant que nous aurons la tête formatée par le productivisme, nous chercherons toujours à résoudre les problèmes par le «toujours plus». Notre pari, c'est de convertir des sociétés qui, autour de la planète, sont encore dans des régimes précapitalistes (autres rapports au temps, à la nature, relation d'entraide entre voisins, mouvements coopératifs, etc.) en régimes post-

capitalistes. Tout le monde est d'accord: nous allons dans le mur. Face à cela, on peut vouloir sauter par-dessus ou faire des pas de côté. Or, le premier scénario laisse croire que l'humanité peut tout contrôler...

– Comme ce bureau chinois de régulation du climat qui fait – littéralement – la pluie et le beau temps?

– Exactement. Ou comme ces théories sur l'individu appareillé: passer de l'homo sapiens au cyborg. Ou au «soma sapiens» (l'homme comme grand consommateur de médicaments pour se soigner, ou de substances d'amplification cognitive pour ressentir davantage de sensations). Est-ce vraiment ce que l'on veut? Je ne dis pas qu'il faut revenir à la bougie (elle a un très mauvais bilan carbone). Je plaide pour une multitude de pas de côté. Je pense, par exemple, qu'il faut en priorité produire ce qui correspond aux besoins du plus grand nombre.

– Qui définit ces besoins?

– Le plus grand nombre, justement. La décroissance va avec un surcroît de démocratie. Certains disent qu'il faut aller vers une tyrannie éclairée, c'est faux! La vraie démocratie, c'est postuler la compétence des incompetents. Soutenir que les avis de M. et Mme Tout-le-monde valent bien ceux des experts. On ne doit rien faire contre eux, ni sur eux. Mais avec eux. C'est rendre aux experts leur vraie mission: montrer qu'il y a toujours des alternatives. La décroissance, c'est également une décroissance: en finir avec l'illusion d'une croissance sans fin, que «+» est forcément égal à «mieux». En finir avec l'homo economicus et mettre en avant l'homo ludens. Il faut repoétiser notre quotidien: sur le terrain de la spiritualité, de l'art, de la convivialité...

– C'est ce que vous faites, vous, Paul Ariès?

– Je n'ai jamais eu de plaisir dans cette société de consommation. Avec mon temps de travail très partiel, j'ai un mode de vie frugal qui me convient très bien. Je n'ai pas de téléphone portable mais je ne diabolise pas cet objet. Car cela devient une diabolisation de ceux qui le détiennent. Je ne campe pas le directeur de conscience, je ne suis pas non plus sur l'exemplarité. Chacun doit faire en fonction de son histoire, de sa trajectoire, de ses idées.

– Vous dites volontiers que nous vivons dans une «société de la peur»... D'où vient-elle?

– Je ne crois pas au chef d'orchestre clandestin. C'est plutôt la logique de ce système qui met les individus et les peuples en concurrence. Cette insécurité financière – l'une des forces du capitalisme – nous oblige à nous lever chaque matin, par peur du chômage. Et arrive à nous faire oublier qu'il y a – comme disait Jacques Chirac – le «feu à la planète». L'un des enjeux, c'est de se défaire de cet agenda imposé par l'insécurité économique.

– Votre discours n'entretient-il pas cette peur?

– Non, je crois faire preuve d'un catastrophisme éclairé. Je n'ai jamais fondé mon discours sur le fait qu'il y ait «le feu à la planète» ou sur la fin du pétrole. Je crois plutôt

qu'il faut susciter le désir pour une autre société. Regardez autour de vous le nombre de médicaments que les gens avalent pour tenir le coup... Notre société est devenue celle du dopage. Physique et psychique.

– **Mais les gens semblent contents d'avoir une plus grande télévision et un portable dernier cri...**

– D'accord. Pour l'heure, on n'a pas la capacité de proposer autre chose. Mais je fais le pari que la jouissance d'être que l'on peut apporter est supérieure à la jouissance d'avoir. Je combats l'idée qu'il n'y a pas d'alternative. Il y a du bonheur à entrer en décroissance, à ne pas être un forçat du travail et une victime du diktat des marques. Vous savez: les études affirment que 10 à 15% d'une population suffisent pour déclencher des dynamiques...

– **Mais, même quand ils sont 99% à s'indigner, cela ne donne rien!**

– C'est vrai parce qu'ils n'ont pas de projets alternatifs. Cette jeunesse veut une place dans la société, mais tant qu'on n'a rien d'autre à lui proposer, c'est normal que ça ne donne rien.

– **Et pourquoi les banlieues n'explorent-elles pas de mécontentement?**

– La voie de la résignation est la moins coûteuse. Même s'indigner demande une ressource, psychologiquement. C'est plus facile de rester devant sa télé. C'est une voie de sortie provisoire. Mais à un moment donné il faudra bien qu'il y ait une autre issue.

La mort du progrès nous laisse vides et angoissés

L'idée d'une amélioration infinie du bonheur humain grâce à la science, qui tenait lieu de religion laïque en Occident, a laissé la place à un pessimisme sombre. Il n'a jamais été plus palpable qu'en cette fin de 2018

Genève, Grand Hôtel Kempinski, 10 décembre 2018. Les lumières de la Rade et du Jet d'eau coloré de bleu se reflètent en tremblotant dans la noirceur du lac. Derrière les baies vitrées du restaurant panoramique, un banquier privé, un professeur d'université, une doctorante en partance pour Harvard et le dirigeant d'une grande fondation romande devisent sombrement sur l'état du monde en compagnie de l'auteur de ces lignes.

Personne, ce soir-là, n'a le cœur de célébrer les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, prétexte à l'illumination en bleu du Jet d'eau. Ni l'opulence d'une civilisation parvenue à son faite, que matérialisent bien les fastes du Kempinski. Même les actualités du moment, «gilets jaunes» ou affaire Maudet, ne suscitent qu'une attention distraite.

A la place, la conversation s'attarde sur un sujet plus grave: l'humanité va-t-elle d'abord succomber aux conséquences du réchauffement climatique, ou sera-t-elle supplantée en premier par l'intelligence artificielle?



Pablo Servigne

La tonalité de ce dîner est révélatrice du pessimisme qui, en cette fin d'année 2018, s'est emparé de l'Occident. Un mot clé fait florès, jusque dans ces réservoirs de bonne humeur qu'étaient les magazines féminins: la «collapsologie». Soit le récit, censé être scientifique, de l'effondrement prochain de notre civilisation industrielle.

Si la science elle-même prédit un futur qui n'est plus du tout attractif, l'idée de progrès ne peut plus s'ancrer

Etienne Klein

La collapsologie postule que cet effondrement peut survenir très vite – encore de notre vivant. Son représentant le plus en vue, **Pablo Servigne**, le voit se produire autour de 2030 déjà.

L'âge des menaces

Le succès fulgurant des « collapsologues » repose sur la conscience, devenue aiguë, de la crise écologique globale. Réchauffement climatique accéléré, océans de plastique, disparition des insectes, l'actualité des derniers mois livre tous les signes avant-coureurs d'une apocalypse imminente.



MARIO HOPPMANN/EUROPEAN GEOSCIENCES UNION/AEP PHOTO

«Aujourd'hui, les menaces sont énormes, mais on n'arrive pas à imaginer ce qui arrive, parce que l'humanité ne l'a jamais vécu», prévient le philosophe français Dominique Bourg, professeur à l'Université de Lausanne, qui a préfacé le dernier livre* de Pablo Servigne et de ses collègues. «Les gens n'ont absolument pas compris la portée du changement climatique. En cas de réchauffement global de 4°, des régions entières de la Terre vont devenir inhabitables. Il fera jusqu'à 55° dans l'est de la France. On ne va pas rigoler.»

La menace de l'intelligence artificielle est plus théorique – on parle de robots tueurs ou de cerveau numérique qui reléguerait l'humain au rang de vieillerie –, mais elle joue sur le même registre: le sentiment que le progrès technique menace notre survie.

Ce double danger, écologique et technologique, attaque à la racine l'idée de progrès qui tient lieu de religion laïque à l'Occident depuis le XVIIIe siècle. Dans la conception des Lumières, le développement de la science et de la technique allait de pair avec le

perfectionnement de l'homme et des sociétés. Cette belle machine idéologique s'est aujourd'hui grippée. Plus personne ou presque ne croit à un progrès linéaire, illimité, qui serait le sens même de l'histoire humaine.

Personne n'est capable d'offrir une vision qui ait un sens pour le genre humain en 2050
Yuval Noah Harari

Ce n'est pas que l'innovation ait disparu, au contraire, mais sa signification positive s'est perdue. «On a du mal à comprendre ce qui se passe avec le big data, l'intelligence artificielle, l'ubérisation... On ne saisit pas ce que ces innovations impliquent», note le physicien français Etienne Klein, auteur de *Sauvons le progrès**.

Dans le même temps, les scientifiques se sont en partie retournés contre l'idée de progrès, à coups de rapports alarmistes sur la dégradation de la planète. «Si la science elle-même prédit un futur qui n'est plus du tout attractif, l'idée de progrès ne peut plus s'ancrer», constate le physicien.



L'époque où «on n'arrête pas le progrès»: chantier du barrage de la Grande Dixence, construit entre 1953 et 1961. Germond, Pierre-Marie Epiney /notrehistoire.ch

Humanité déboussolée

Dans le discours public, le recul du progrès a été incroyablement rapide. Avec le sociologue Gérard Bronner, Etienne Klein a utilisé un logiciel pour relever les occurrences du mot «progrès» dans les interventions publiques en France et en Europe. Résultat: alors qu'en 2007, tous les candidats à l'élection présidentielle française le citaient, plus aucun n'utilisait le terme en 2012. En quelques années, ce «mot structurant de la modernité depuis quatre siècles a disparu», observe Etienne Klein.

Résultat: l'humanité, du moins sa partie occidentale pour qui le progrès était central, est désorientée. «Avec l'obscurcissement de l'idée de progrès, nous, Occidentaux, avons perdu notre boussole», estime l'auteur français Pierre-André Taguieff. «Pour la première fois dans l'histoire, nous n'avons absolument aucune idée de ce que sera le monde dans vingt ou trente ans», ajoutait l'auteur israélien Yuval Noah Harari dans une [interview à France Inter](#) le 12 décembre. «Personne n'est capable d'offrir une vision qui ait un sens pour le genre humain en 2050.»



La dystopie «La servante écarlate», qui a inspiré cette manifestation à Buenos Aires en août 2018, décrit un futur totalitaire, après l'effondrement écologique. ALEJANDRO PAGNI/AFP

Les dystopies écologiques ou technologiques sont déjà anciennes. La nouveauté, c'est qu'elles s'ajoutent à un désenchantement radical envers le libéralisme. Deux décennies de stagnation salariale pour les classes moyennes et les plus modestes, couplée à l'explosion de la richesse des plus fortunés, ont détruit un pilier central de l'idée de progrès: la croyance selon laquelle le bien-être augmenterait indéfiniment et pour tous.

Désormais, on assiste à la «disparition de la conviction, très profondément ancrée dans les sociétés occidentales d'après-guerre, qu'elles iraient vers plus de progrès social, de prospérité, et surtout que ce serait au bénéfice de tous. Cette idée-là a pratiquement disparu», constate le journaliste et essayiste **Daniel Binswanger**, du site *Republik*.

Selon un **sondage Ifop** paru le 9 décembre, «69% des Français pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'aujourd'hui dans la société de demain». Et selon une **enquête de la fondation Bertelsmann** publiée en novembre, 67% des Européens estiment que le monde «était meilleur avant».

Politiquement, cette perte de foi en l'avenir a des effets délétères. Elle nourrit la poussée des populismes, de Trump à Bolsonaro en passant par Salvini, Orban ou Poutine. «La disparition du progrès est une des données fondamentales qui expliquent la résurgence du populisme de droite», estime Daniel Binswanger. Pour Dominique Bourg, cet «effondrement moral» préfigure l'effondrement tout court: «Il n'y a plus de repères, plus rien, c'est effrayant. L'effondrement commence dans les têtes et on est bien parti.»



tos: Keystone/AFP Photo/Reuters/Getty Images.

2008: le clou dans le cercueil

Avant de toucher le fond aujourd'hui, la foi dans le progrès a dégringolé progressivement, par étapes. Au sortir des Trente Glorieuses, les années 1970 ont vu résonner deux grands cris d'alarme: le rapport du Club de Rome (1972) sur les limites de la croissance, et les **travaux de l'économiste Richard Easterlin** (1974) montrant que l'augmentation du PIB n'aurait plus qu'un effet marginal sur le bien-être des gens.

La gauche « progressiste » a ensuite subi un déclin continu, de la mort du bloc soviétique en 1990 jusqu'à l'agonie des grands partis socialistes européens aujourd'hui. Quant à la fascination pour l'an 2000 – sans doute le dernier grand moment de foi dans le progrès –, elle a volé en éclats lorsque le retour du fanatisme religieux a fait exploser les tours jumelles de New York le 11 septembre 2001.



Brad Pikerby/Reuters

La crise financière de 2008 apparaît comme l'ultime clou dans le cercueil du progrès. «Nous assistons maintenant à l'effondrement du dernier des grands récits que nous avons construits au XXe siècle, celui du libéralisme», résumait Yuval Noah Harari sur France Inter. Ne reste plus qu'une «ère du vide où personne n'a de vision pour l'avenir».

Bien sûr, des progrès ponctuels et concrets restent possibles. Dans son dernier livre*, le penseur canadien Steven Pinker compile des statistiques montrant que l'humanité ne s'est jamais aussi bien portée en termes de santé, longévité, prospérité, violence, éducation... Mais ces avancées restent sans effet sur le moral des populations occidentales. Car elles sont orphelines du progrès comme horizon historique, portant la promesse d'un avenir radieux.

Penser le futur, malgré tout

Le désir d'avenir s'est étiolé. Qui veut se projeter dans un futur qui sera peut-être bien pire que le présent?

Certains s'y essaient cependant. Avec un premier impératif, celui de la survie. Au printemps 2019, Dominique Bourg se présentera aux élections européennes sur une liste Génération Ecologie avec l'ancienne ministre française Delphine Batho. Leur programme: construire une société capable de résister au choc du changement climatique. «Il faut se préparer car ça va se casser la gueule, assène le professeur franco-suisse. On va être capable de produire de moins en moins de nourriture.»

Le futur doit demeurer un objet de pensée collective

Etienne Klein



Etienne Klein

Ce survivalisme collectif n'est pas encore la vision «belle et chargée de sens» que les collapsologues appellent de leurs vœux pour la société post-effondrement. D'autres intellectuels évoquent, comme utopie de substitution, la réduction de la souffrance humaine et animale en lieu et place du progrès à tous crins. Ou une humanité plus frugale

et plus simple, «désintoxiquée de la croissance», selon le mot du professeur genevois Gilbert Rist*. Ou encore un retour aux ambitions originelles des Lumières, qui rêvaient d'un homme plus moral et d'une société plus fraternelle.

«Ce que je retiens de l'idée de progrès, c'est que le futur doit demeurer un objet de pensée collective, conclut Etienne Klein. On doit aux jeunes d'aujourd'hui une configuration du futur qui soit crédible et à long terme, au-delà de 2020. Il faut refuser le catastrophisme qui fait penser qu'on n'a plus de prise sur l'histoire. On a encore une certaine prise, même si le réchauffement climatique va arriver. Oui, ça va secouer, mais ça a toujours secoué dans l'histoire. Il va falloir renégocier des valeurs, des façons de vivre, et c'est très intéressant.»

Indécrottablement optimistes, certains imaginent encore des lendemains qui chantent. «Avant ou après l'effondrement, le printemps refleurira», proclame l'écologiste vaudoise Anne-Catherine Menétrey dans une récente tribune du *Courrier*. Mais en contemplant la nuit, depuis la terrasse du Kempinski, que cela paraît encore loin...

*Des livres pour penser l'après-progrès

- Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, Seuil, 2018.
- Etienne Klein, *Sauvons le progrès*. Dialogue avec Denis Lafay, Editions de l'Aube, 2017.
- Yuval Noah Harari, *21 leçons pour le XXIe siècle*, Albin Michel, 2018.
- Steven Pinker, *Le triomphe des Lumières*, Editions des Arènes, 2018.
- Gilbert Rist, *La tragédie de la croissance. Sortir de l'impasse*, Presses de Science Po, 2018.
- Raphaël Glucksmann, *Les enfants du vide. De l'impasse individualiste au réveil citoyen*, Allary Editions, 2018.
- Pierre-André Taguieff, *La religion du progrès. Esquisse d'une généalogie du progressisme*, Editions TAK, 2012.

Brève histoire du progrès



Illustration: Jeanne Macaigne pour Le Temps

La notion moderne de progrès est à l'origine issue de la Bible. L'histoire humaine a un commencement et une fin, qui sera une apothéose heureuse, la Jérusalem céleste, où l'homme deviendra bon.

Cette idée va se laïciser progressivement dès le Moyen Age avec le moine Roger Bacon, puis à la Renaissance et au XVIIe siècle chez des penseurs comme l'Anglais Francis Bacon, l'Allemand Leibnitz ou le Français Descartes. Elle se cristallise à l'âge des Lumières avec Condorcet et son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1793).

Son postulat central: le progrès de la science et celui de la liberté vont de pair. La science fait inévitablement avancer l'humanité sur la voie du bonheur. Cette définition engendre le credo républicain et positiviste du XIXe siècle: la science perfectionne les techniques, ce qui grâce à l'industrie conduit à une amélioration de la condition humaine.

Marche vers le bonheur

Le progrès devient alors une religion laïque, la promesse d'un au-delà, l'avenir, qui sera meilleur et plus juste. Jules Michelet aura à ce sujet des formules lyriques: «Nous, croyants de l'avenir, qui mettons la foi dans l'espoir»... Dans les années 1860, le dictionnaire Larousse définit le progrès comme «la marche du genre humain vers sa perfection, vers son bonheur», note Pierre-André Taguieff dans son livre *La religion du progrès**. Adoptée par le marxisme, cette idée deviendra le «progressisme» de gauche.

Au fil du temps, pourtant, les doutes envers cette religion du progrès se sont renforcés. Au XIXe siècle, le Français Eugène Huzar voit l'humanité évoluer en cycles, avec des civilisations qui s'élèvent puis disparaissent, emportées par leurs erreurs. Schopenhauer dénonce dans le progrès «votre chimère, il est le rêve du XIXe siècle comme la résurrection des morts était celui du Xe». Baudelaire ou Nietzsche partagent ces critiques.

Douche froide écologique

La Première Guerre mondiale, Auschwitz puis Hiroshima vont nourrir un scepticisme encore plus profond envers les vertus du progrès. Mais dans la foulée, cette notion connaît son apogée concret durant les Trente Glorieuses. En quelques décennies, la société de consommation à l'américaine apporte confort, bien-être et longévité à la grande majorité des populations occidentales.

Il faudra la «douche froide écologique» des années 1970 pour mettre fin à l'euphorie. «Le progrès a été une illusion, très belle, qui a marché un certain temps», résume le philosophe français Dominique Bourg. De nos jours, constate Pierre-André Taguieff, le progrès n'est qu'une idée morte, dont beaucoup se réclament encore par nostalgie ou automatisme.

Il survit pourtant dans l'esprit du grand public sous la forme du consumérisme publicitaire qui continue de promettre, envers et contre tout, plus de biens matériels (ou meilleurs, ou moins chers...). «Le consumérisme, estime Pierre-André Taguieff, est le

conservatoire du progressisme.» Un dernier bastion qui, pour l'instant, a résisté à tous les assauts.

CHARIVARI

L'avion, oiseau de malheur pour le climat

Pointé du doigt par de nombreux jeunes qui veulent lui préférer le train, le transport aérien est responsable de 10% des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse. Mais est-il le plus polluant?

Depuis plusieurs semaines, les jeunes se mobilisent face à l'urgence climatique. Après le 18 janvier et le 2 février, ils manifesteront à nouveau le 15 mars prochain pour faire part de leurs inquiétudes et demander des mesures plus radicales. Dans le sillage de ces grèves pour le climat, ils foisonnent d'idées pour diminuer leur empreinte carbone, avec en ligne de mire notamment le transport aérien. A Fribourg, cinq étudiants ont, par exemple, lancé une initiative pour interdire les déplacements en avion dans le cadre de leurs voyages d'études. A Bâle, un gymnase vient d'entériner cette mesure. Mais, diabolisé, le transport aérien est-il réellement le plus polluant?

Même les tréfonds des océans sont pollués aux micro plastiques

Les déchets de plastique polluent en premier lieu la surface de l'eau, avant de se dégrader en microparticules. Jusqu'ici, leur présence avait pu être démontrée jusqu'à une profondeur relativement modeste. Des chercheurs anglais ont retrouvé des particules dans des crustacés vivant à 11 km de profondeur

Aucun écosystème marin n'est épargné par la pollution au plastique: des chercheurs ont découvert pour la première fois des micro plastiques dans les entrailles de mini-crustacés vivant à près de 11 km de profondeur.

Les auteurs de **cette étude** publiée mercredi dans la revue *Royal Society Open Science* ont disséqué 90 spécimens d'amphipodes lysianassidés, sortes de minuscules crevettes, récoltés au fond de six des plus profondes fosses océaniques réparties autour de la Ceinture du Pacifique.

Nylon, polyéthylène, PVC, soie synthétique... 65 individus (plus de 72%) contenaient au moins une microparticule.

[Voir l'image sur Twitter](#)





[William Reid](#)@dr_will_reid

Microplastics are eaten by animals at the deepest point in the ocean. Our new [#openaccess](#) paper shows [#marineplastic](#) are in the stomachs of animals at 10,890 metres.

<https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rsos.180667#.XHZLJZY7jDM.twitter> ...

[@SciencesNCL](#) [@ecology_ncl](#) [@RSocPublishing](#) [@AllLittleFishes](#) [@Piertney](#) [@UniofNewcastle](#)

46 [09:44 - 27 févr. 2019](#) 46 personnes parlent à ce sujet

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

Et la contamination concerne tous les sites, avec un minimum de 50% des spécimens collectés à près de 7000 mètres de profondeur dans la fosse des Nouvelles-Hébrides ayant ingéré du plastique, à 100% chez ceux capturés à près de 11 000 mètres dans la fosse des Mariannes, la plus profonde connue.

Lire aussi: [Trop de plastique dans le compost](#)

«Une partie de moi s’attendait à trouver quelque chose, mais pas au point d’avoir 100% des individus du lieu le plus profond du monde ayant des fibres dans leurs entrailles. C’est énorme», explique à l’AFP Alan Jamieson, chercheur en écologie marine à l’université britannique de Newcastle.

Des milliers de milliards de morceaux de plastique

Le scientifique, spécialiste de l’exploration sous-marine qui a découvert plusieurs espèces des abysses, n’étudie généralement pas les questions de pollution au plastique.

Mais son équipe et lui avaient à disposition des amphipodes de plusieurs espèces de la famille des lysianassidés (*Hirondellea eurythenes gryllus*) récoltés entre 2008 et 2017 par des pièges posés au fond des océans par des véhicules sous-marins.

Une collection incomparable qu’ils ont voulu exploiter pour contribuer aux connaissances sur le «sujet brûlant» de la pollution aux micro plastiques, souligne-t-il.

Lire notre éditorial: [Plastiques: à qui laisser les clés de la planète?](#)

Plus de 300 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année, dont une partie se retrouvent dans l’océan.

Si selon des estimations scientifiques, quelque 5000 milliards de morceaux de plastique pesant plus de 250 000 tonnes flottent à la surface, la matière finit par se dégrader en microparticules qui coulent au fond des mers.

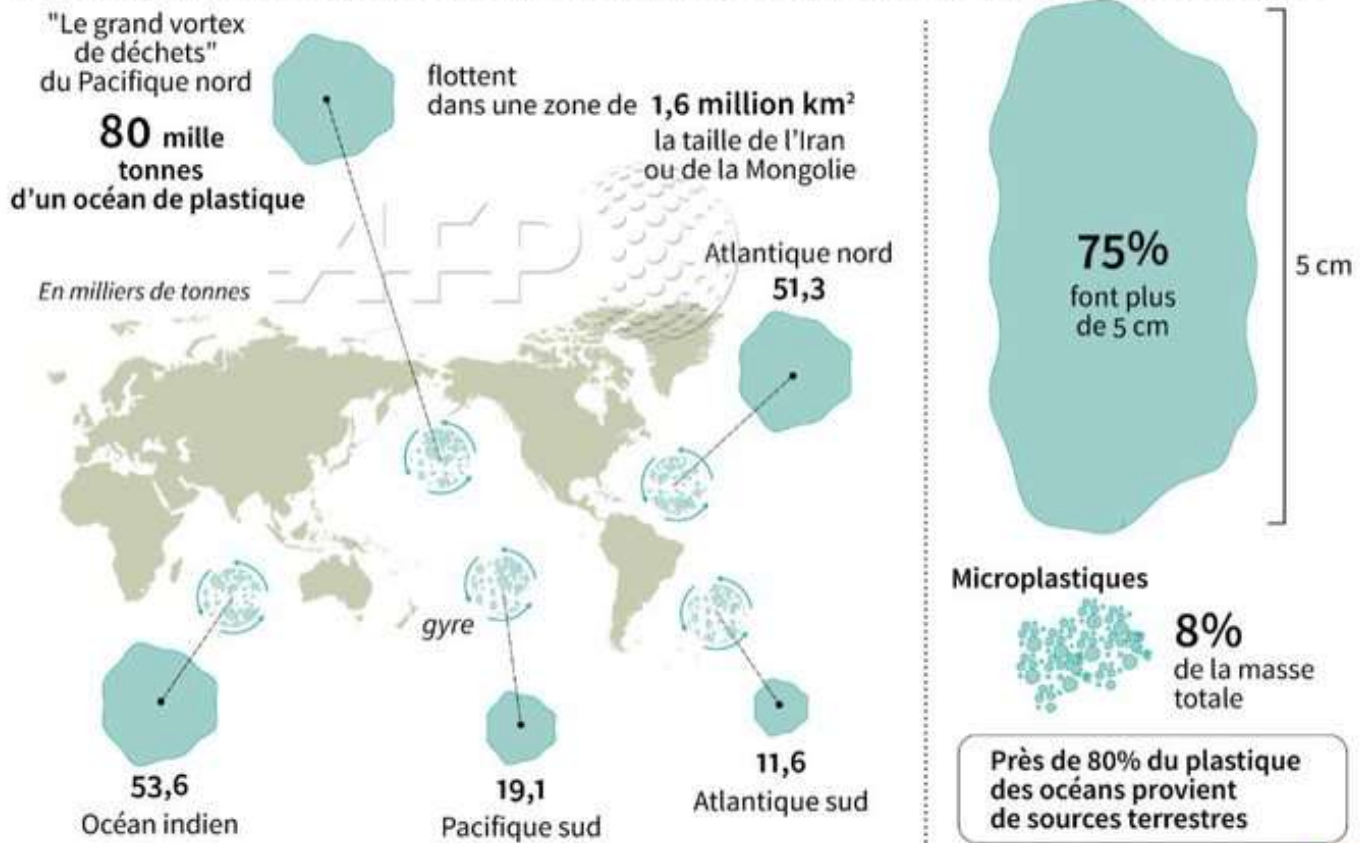
«Il faut accepter que les particules sont partout»

De précédentes études avaient mis en évidence la présence de microplastiques dans des sédiments marins à près de 7000 mètres près de la fosse des Kouriles, et dans des organismes vivant à 2200 mètres de profondeur dans l'Atlantique Nord. Mais la plupart des études se focalisent sur la surface.

[Voir l'image sur Twitter](#)

Les zones de déchets plastique dans les océans

Les courants circulaires océaniques (gyres) récupèrent les déchets plastiques flottants et les microplastiques



Sources : Lebreton et al Science Reports, PLOS Eriksen et al

© AFP



[Agence France-Presse](#)

[✓@afpfr](#)

La carte mondiale des zones de déchets plastique créées par les courants circulaires océaniques #AFP

126 [07:31 - 27 févr. 2019](#)

233 personnes parlent à ce sujet

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

Avec ces nouvelles données, «le point essentiel est qu'on trouve (les microplastiques) systématiquement dans des animaux tout autour du Pacifique à des profondeurs extraordinaires. C'est partout. Il est temps d'accepter que les microparticules de plastique sont partout», déplore Alan Jamieson.

Certaines des fosses où vivaient les individus étudiés sont en effet éloignées de plusieurs milliers de kilomètres les unes des autres. Et la pollution des profondeurs n'est pas nouvelle, les premiers échantillons remontant à 2008.

Lire aussi: Seuls 13% des océans sont encore sauvages

L'impact de l'ingestion des microparticules par ces organismes qui sont le début de la chaîne alimentaire des abysses n'est pas connu. Mais il y a sans doute un risque d'obstruction.

Le cycle perpétuel de la chaîne alimentaire

«C'est comme si vous avaliez une corde de polypropylène de 2 mètres et que vous espériez que ça n'ait pas d'impact sur votre santé», commente le chercheur, qui note aussi le risque de contamination chimique par certains composés.

Et une fois entrés dans la chaîne alimentaire, «il y a une forte probabilité» d'un «cycle perpétuel» de transfert de ces micro plastiques d'un animal à son prédateur.

L'ONU et les ONG ont déclaré la guerre aux plastiques pour tenter de tarir la pollution à la source en luttant contre la culture du tout-jetable. Mais l'espoir de nettoyer les mers des volumes de déchets gigantesques est plus que faible.

Lire également: L'Expédition circumpolaire antarctique lancée par l'EPFL a achevé son périple

Et la perspective est encore plus sombre pour le fond des océans où les particules décomposées finiront par atterrir.

«On entasse nos poubelles dans l'endroit qu'on connaît le moins au monde», déplore Alan Jamieson.

Seuls 13% des océans sont encore sauvages

Les activités humaines auraient une incidence sur l'immense majorité des océans, qui ne sont plus aujourd'hui des espaces sauvages. Pour en préserver les richesses, les scientifiques appellent à une forte ambition en matière de protection

On associe les océans à de vastes territoires sauvages et vierges de toute emprise humaine. Cette vision romantique ne cadre pas avec la réalité, annonce un groupe australien dans *Current Biology* ce vendredi: des travaux qui estiment que seulement 13% des océans de la planète peuvent être considérés comme sauvages, et souvent dans des zones inaccessibles, comme l'Arctique et le sud de l'océan Austral. Les 87% restants portent de multiples cicatrices – souvent invisibles – de décennies d'envolée démographique et de développement économique au mépris des écosystèmes.

Pêche industrielle, déversements de pollutions agricoles et industrielles, trafic maritime, exploitation pétrolière et de sable... la liste des impacts humains sur les océans est

longue. En février dernier, une étude publiée dans *Science* avait montré qu'au moins 200 millions de kilomètres carrés d'océans étaient exploités par les flottes de pêche – 55% de leur surface totale. «C'est quatre fois la superficie cultivée sur Terre, s'inquiète Philippe Cury, directeur de recherches à l'Institut français de recherche pour le développement (IRD), et spécialiste des océans. L'exploitation halieutique a pris des proportions phénoménales ces dernières décennies.»

A lire aussi: [Plus de la moitié de la surface des océans est exploitée par les grands chalutiers](#)

Une pêche prédatrice

Pour Kendall Jones, de l'Université du Queensland (Australie), coauteur de l'étude parue dans *Current Biology*, «la pêche est de loin la première agression contre la biodiversité marine». «Pour la première fois depuis cinquante ans, les captures de pêche ont diminué alors que l'effort de pêche continue de s'accroître», ajoute Philippe Cury. Publiée ce 9 juillet, la dernière édition du [rapport sur la pêche de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture](#) (FAO) démontre en effet que les tonnages ont baissé de 2% entre 2016 et 2017, malgré l'augmentation du nombre de navires et la sophistication grandissante des engins de pêche – à l'image des chaluts électriques utilisés par les pêcheurs néerlandais. Un signe que rien ne va plus dans les océans de la planète.

L'inventaire réalisé par Kendall Jones et ses collègues s'appuie sur une masse de données: observations par satellite, relevés d'activité des flottes de pêche, modèles de diffusion des polluants transportés par les rivières, suivi de la diffusion d'espèces invasives transportées par les navires de commerce, etc. Autant de pressions qui frappent des écosystèmes de plus en plus malmenés par le réchauffement et l'acidification de l'eau liés au changement climatique, à l'image des récifs coralliens et des prairies sous-marines.

[La seule solution est de développer de vastes réserves de biodiversité marine, couvrant 30% des océans](#)

Philippe Cury, spécialiste des océans

L'essentiel des 54 millions de kilomètres carrés d'espaces qui peuvent être considérés comme vierges se situe en haute mer, dans les eaux internationales. Le reste se trouve dans des zones d'exclusivité économiques (ZEE) – les régions qui bordent les côtes des pays dans un rayon de 200 milles marins (360 kilomètres). L'océan le moins préservé est sans conteste l'Atlantique Nord (4,8 millions de kilomètres carrés), qui baigne notamment les côtes européennes: il a perdu toute trace de virginité, puisque seule 0,3% de sa superficie est considérée comme sauvage.

Les réserves comme seule solution

Comment éviter que l'ensemble des océans du globe ne finissent par ressembler à cette vaste zone industrielle qu'est devenu l'Atlantique européen et nord-américain? «Dans les ZEE, les Etats peuvent renforcer les règles de lutte contre la pollution d'origine agricole

et freiner l'effort de pêche, propose Kendall Jones. Dans les eaux internationales, on peut supprimer les subventions aux pêcheries pour qu'elles perdent leur rentabilité.» Pour Philippe Cury, «la seule solution est de développer de vastes réserves de biodiversité marine, couvrant 30% des océans. Et il faut que ces réserves soient définies sur des critères écosystémiques et non politiques, comme c'est trop souvent le cas.»

A lire aussi: «Je propose de transformer la haute mer en banque à poissons»

L'étude de *Current Biology* vient à point nommé rappeler l'ampleur des stigmates humains dans les mers. Des dégâts qui risquent de s'aggraver à l'avenir, entre autres dans les grandes profondeurs, dont l'extraordinaire biodiversité est parmi les plus fragiles. Outre l'exploitation grandissante de sable pour la construction, de nombreux pays, Japon en tête, espèrent en effet récolter des nodules polymétalliques, des agglomérats de métaux déposés à grande profondeur, notamment dans les régions encore préservées de l'océan Pacifique. «Leur exploitation aurait un impact rapide, spectaculaire et irréversible sur la biodiversité», prévient Philippe Cury. L'ONU travaille depuis 2015 à modifier la Convention internationale sur le droit de la mer pour encadrer l'usage partagé des eaux internationales en tenant compte, enfin, de la biodiversité. Mais la route sera longue avant que l'on parvienne à un accord intergouvernemental modérant notre appétit d'océans.

«Je propose de transformer la haute mer en banque à poissons»

Destructrice, la pêche en haute mer ne serait rentable que grâce à des subventions, d'après une nouvelle étude. Rashid Sumaila, professeur d'économie des océans et de la pêche à l'Université de British Columbia, demande son interdiction dans le cadre de prochaines négociations onusiennes

Dans quelques semaines, l'ONU va reprendre ses négociations pour un traité sur la haute mer. Cet espace situé au-delà de 200 milles des côtes, représentant plus de 60% de la surface des océans, est très peu réglementé. Le traité de l'ONU devra permettre d'organiser la protection de la biodiversité et son exploitation.

Or la revue *Science Advances* vient de publier un article affirmant que plus de la moitié de la pêche en haute mer n'est pas rentable. Rashid Sumaila, professeur d'économie des océans et de la pêche à l'Université de British Columbia (Canada), l'un des auteurs de l'étude, estime que la pêche en haute mer est à la fois destructrice et biaisée par les subventions. Il appelle à interdire cette activité qui représente 10% de la pêche mondiale.



[Rashid Sumaila](#) @DrRashidSumaila

The economics of fishing the high seas <http://advances.sciencemag.org/content/4/6/eaat2504> ...
@OceanOcean @FisheryEconomic @SeaAroundUs @NatGeo @SantaBarbara
@GlobaFishWatch @UBCOceans <http://advances.sciencemag.org/content/4/6/eaat2504> ...
[7:49 PM - Jun 6, 2018](#)

Le Temps: Quels outils avez-vous utilisés pour calculer les coûts et revenus de la pêche en haute mer, une activité parfois cachée?

Rashid Sumaila: Nous compilons les données sur la pêche depuis 2000. Nous avons analysé les données sur les prix, les coûts, les chiffres de l'emploi, les subventions. A côté de ça, nous nous sommes alliés avec Global Fishing Watch (une plateforme créée par les ONG SkyTruth et Oceana avec Google, qui permet de localiser les bateaux de pêche partout dans le monde, ndlr). Grâce à leur technologie par satellite, nous avons été capables de repérer et d'identifier le nombre de navires opérant réellement en haute mer. Puis nous avons combiné ces éléments, ce qui nous permet d'étudier la logique économique en haute mer.

[54% des navires pêchant en haute mer ne seraient pas rentables sans subvention](#)

Quel est le chiffre d'affaires que vous avez estimé pour cette activité?

En 2014, les prises totales de la pêche en haute mer ont été de 4,4 millions de tonnes avec un chiffre d'affaires global de 7,6 milliards de dollars. Cinq pays seulement se partagent 64% de ce chiffre d'affaires: la Chine (21%), Taiwan (13%), le Japon (11%), la Corée du Sud (11%) et l'Espagne (8%). Or nos estimations des coûts globaux liés à cette pêche se situent entre 6,2 et 8 milliards de dollars.

La pêche en haute mer ne serait donc pas rentable?

Les subventions gouvernementales pour la pêche en haute mer s'élèvent à 4,2 milliards de dollars en 2014. En analysant les données au niveau des flottes, nous avons aussi découvert que 54% des navires pêchant en haute mer ne seraient pas rentables sans subvention. Et il faut ajouter le fait que, dans certains pays, il existe du travail très peu rémunéré, voire de l'esclavage moderne. C'est un facteur clé dans la réduction des coûts de la pêche lointaine: d'une certaine manière, le travail sous-payé est une subvention. Les coûts de main-d'œuvre représentent la plus grande source d'incertitude dans notre analyse, nos estimations sont donc très prudentes. Mais elles pourraient être sous-estimées, augmentant la rentabilité de certaines flottes.

Lire aussi: [Traquer la surpêche depuis son ordinateur](#)

Quelle est la flotte qui bénéficie le plus de subventions?

Celle de la Chine. Pour cet Etat, et Taïwan, notamment, la pêche en haute mer n'est rentable qu'avec les subventions gouvernementales et une main-d'œuvre très peu chère. La Chine est aussi le pays qui pêche le plus. Nous avons estimé que 35% du total des prises en haute mer est pêché uniquement par la Chine. A eux deux, la Chine et Taïwan comptent pour 48% du total des prises. Et c'est là qu'il faut considérer la distribution des ressources de la haute mer. Les poissons vont et viennent sur tout le globe. Toutefois, la Chine et quelques autres pays en prennent tout le bénéfice. Si on fermait tout ou une majeure partie de la haute mer, alors les petits pays pourraient bénéficier des poissons migrateurs quand ils arrivent dans leurs eaux. Aujourd'hui, ils n'ont pas cette chance. Les grands pays pêcheurs accaparent tout.

[Si nous avons la volonté politique de fermer la haute mer, les bénéfices seront économiques, écologiques et sociaux](#)

Quels sont les impacts de la pêche en haute mer sur la ressource?

Les différentes techniques de pêche employées en haute mer, comme sur les côtes, ont un impact: le chalutage de grand fond (qui a été interdit en Europe, ndlr), détruit des écosystèmes entiers, la palangre entraîne des problèmes de prises accessoires. Par ailleurs, de nombreuses espèces font l'objet d'une pêche excessive. Le thon rouge du Sud est en danger d'extinction. Le thon obèse et l'albacore sont également en difficulté, même si moindre que le thon rouge. Mais le plus gros problème est certainement celui des poissons qui vivent très longtemps, au-delà de 50 ans, voire bien après 100 ans, comme l'empereur. Ils sont très difficiles à gérer durablement car ils grandissent si lentement.

Quelles sont vos conclusions pour la haute mer?

Je propose de transformer la haute mer en banque à poissons. C'est là que les poissons peuvent se cacher, grandir, se reproduire, et revenir vers les zones économiques exclusives (les zones de 200 miles autour des côtes, gérées par les Etats, ndlr). Et là, nous les pêchons pour un coût bien moindre, en émettant moins de carbone. En plus, le bénéfice social reviendra à beaucoup plus de pays. Si nous avons la volonté politique de fermer la haute mer, les bénéfices seront économiques, écologiques et sociaux. Moins de 1,5% des poissons qui nagent en haute mer y passent toute leur vie. Le reste va et vient. Ce n'est pas comme si nous perdions tout un potentiel de prises. Nous leur offrons juste une pause. C'est comme mettre votre argent sur un compte en attendant les intérêts.

Lire aussi: [Main basse sur la sardinelle sénégalaise](#)